



ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Qui ordonne que les rues, chemins, communications des villes, bourgs & villages, qui ne font pas partie des grandes routes, cesseront d'être entretenus aux frais du Roi.

Du 18 Novembre 1781.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

LE ROI s'étant fait représenter en son Conseil, les baux d'entretiens des différentes routes qui sont à la charge du département des ponts & chaussées dans les différentes généralités; & Sa Majesté ayant reconnu qu'on y avoit compris des communications particulières, & même des rues situées dans l'intérieur des villes, bourgs & villages qui ne font pas partie des grandes routes; qu'il en étoit résulté des conflits de juridiction entre les Trésoriers de France & les Juges des Seigneurs, & une dépense superflue, qui nuisoit à l'avancement & perfection des routes principales. A quoi voulant pourvoir: Oûi le rapport du sieur Joly de Fleury, Conseiller d'État ordinaire, & au Conseil royal des Finances; **LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL**, a ordonné & ordonne, qu'à compter du jour de la publication du présent arrêt, les

Cca
Joly
Fre
Suppl.
87
70

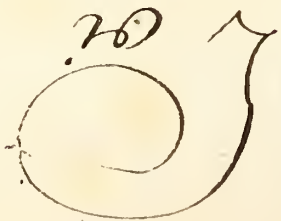
rues, chemins & communications particulières des villes, bourgs & villages du Royaume, même dans la banlieue de Paris, qui ne font pas partie des grandes routes & chemins royaux, seront retirés des baux d'entretien des ponts & chaussées & pavé de Paris, & qu'en conséquence les Seigneurs hauts-justiciers des lieux, ayant titre & possession valables, pourront seuls faire exercer la voirie sur lesdites rues, chemins & communications particulières, sans que néanmoins lesdits Seigneurs haut-justiciers, leurs Officiers, ainsi que les Officiers municipaux des villes & bourgs, puissent permettre aucune construction sur les grandes routes & chemins royaux, ou sur les rues des villes, bourgs & villages qui en font partie, encore que les chaussées soient entretenues à leurs frais, ou à ceux desdites villes, bourgs & villages. Ordonne Sa Majesté que les Trésoriers de France, Commissaires des ponts & chaussées & du pavé de Paris, continueront de donner sans frais lesdits alignemens, & autres permissions relatives à la police & voirie des grandes routes & chemins royaux, conformément à l'arrêt de règlement du Conseil du 27 février 1765, qui sera exécuté selon sa forme & teneur. Enjoint Sa Majesté aux sieurs Intendans & Commissaires départis, & aux Officiers des Bureaux des Finances, de tenir, chacun en droit soi, la main à l'exécution du présent arrêt, lequel sera lû, publié, affiché & exécuté nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne sera différé; & si aucunes interviennent, Sa Majesté s'en est réservé la connoissance. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le dix-huit novembre mil sept cent quatre-vingt-un. *Signé* AMELOT.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A nos amés & féaux Conseillers en nos Conseils, les sieurs Intendans & Commissaires départis pour l'exécution de nos ordres dans les différentes provinces & généralités de notre royaume, & à nos amés & féaux les

Présidens-Trésoriers de France, Généraux de nos finances,
 & Grands-Voyers dans les différentes provinces & généralités
 de notre royaume; SALUT. Nous vous mandons & ordonnons
 par ces présentes, signées de nous, de tenir la main à l'exé-
 cution de l'arrêt ci-attaché sous le contre-scel de notre
 Chancellerie, cejourd'hui donné en notre Conseil d'État,
 Nous y étant, pour les causes y contenues; de ce faire vous
 donnons pouvoir, autorité, commission & mandement
 spécial: Commandons au premier notre Huissier ou Sergent
 sur ce requis, de faire, pour l'exécution d'icelui, & de ce
 que vous ordonnerez en conséquence, tout exploits & actes
 de justice que besoin sera, sans pour ce demander autre
 permission: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à
 Versailles le dix-huit novembre mil sept cent quatre-vingt-
 un, & de notre regne le huitième. *Signé* LOUIS. *Et plus*
bas, Par le Roi, *Signé* AMELOT. Et scellé.

*Collationné aux originaux, par nous Écuyer, Conseiller-Secrétaire
 du Roi, Maison, Couronne de France & de ses Finances.*

481
Dixree



qui répond l'exécution de cette loi 8^e d'octobre
et affiché le 11, relative au divorce.

15^e d'octobre an 3.

Spéciale